

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1. LA PARTICIPATION CITOYENNE AU REGARD DES THÉORIES DÉMOCRATIQUES	7
1.1. Un concept inhérent à l'exigence démocratique	7
1.2. Le tournant participatif et délibératif	10
2. LA PARTICIPATION CITOYENNE AU REGARD DU DROIT CONSTITUTIONNEL BELGE : OPPORTUNITÉS ET LIMITES	16
2.1. Le spectre du principe représentatif : la participation citoyenne est-elle contraire à la Constitution ?	16
2.1.1. Le silence de la Constitution	18
2.1.2. L'inconstitutionnalité des outils de démocratie directe : une jurisprudence constante	19
2.1.3. La question de la constitutionnalité des outils délibératifs : une nouvelle jurisprudence en formation ?	22
2.2. La question de la formalisation juridique : quel support normatif pour la participation citoyenne à la délibération parlementaire ?	24
2.2.1. Le règlement d'assemblée : source privilégiée du fonctionnement parlementaire	24
2.2.2. La loi : passage obligé pour la reconnaissance de droits subjectifs ?	26
2.2.3. L'autonomie constitutive : dernier maillon d'un corpus normatif morcelé	28
2.3. Conclusion	31
3. LES OUTILS DÉLIBÉRATIFS AUPRÈS DES PARLEMENTS : ÉTAT DES LIEUX	33
3.1. Les auditions parlementaires de citoyens	33
3.2. Le droit de pétition réformé	35
3.2.1. Description de l'instrument	36
3.2.2. Ancrage juridique de l'instrument	37
3.3. Les panels citoyens informels	40
3.3.1. Description de l'instrument	40
3.3.2. Ancrage juridique de l'instrument	41
3.4. Le dialogue citoyen	42
3.4.1. Description de l'instrument	42
3.4.2. Ancrage juridique de l'instrument	46
3.5. Les commissions délibératives	48
3.5.1. Description de l'instrument	48
3.5.2. Ancrage juridique de l'organe	52
CONCLUSION	57